



PRODUIRE & PROTÉGER

ICI, EN FRANCE,
EN **RELANÇANT**
L'INDUSTRIE

AVEC DES
SERVICES PUBLICS
POUR TOUTES
ET TOUS, PARTOUT.

REJOIGNEZ CEUX QUI VOUS DÉFENDENT VRAIMENT



The image features two stylized silhouettes. On the left is a worker wearing a hard hat and safety glasses, with one hand on their hip. On the right is a medical professional wearing a stethoscope. The silhouettes are filled with a light blue-to-purple gradient. Below the silhouettes is the main title in large, bold, blue capital letters, with the ampersand symbol in yellow.

LES SERVICES PUBLICS & L'INDUSTRIE SONT L'AVENIR DE LA FRANCE

Vous trouverez en première partie de ce dossier d'animation quelques brefs éléments d'analyses et de revendications sur la situation dans l'industrie et les services publics pouvant faire office d'argumentaires. La seconde partie est consacrée aux objectifs d'organisation adossés à cette nouvelle campagne structurante.

Bonne lecture.

EN CAMPAGNE!

Face au démantèlement de nos services publics, livrés par pans entiers au secteur marchand et face à une accélération massive de la désindustrialisation qui voit nos usines, nos savoir-faire et nos emplois sacrifiés sur l'autel du taux de profit, le Parti Communiste Français appelle à la riposte et à un changement de politique.

C'est pour cela que nous lançons à travers tout le pays, une grande campagne nationale autour d'un double mot d'ordre: « produire ici en France en relançant l'industrie » et « protéger toutes et tous grâce aux services publics ».

En 20 ans, la France a perdu la moitié de ses usines. Les gouvernements successifs des deux quinquennats d'Emmanuel Macron ont laissé le champ libre aux grands groupes pour saigner à blanc notre pays. Des secteurs industriels stratégiques entiers ont été laminés et délocalisés dans une indifférence gouvernementale insupportable. Des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés alors que des solutions existent qui permettraient de contrer l'offensive généralisée que le capital a engagé contre le monde du travail et les catégories populaires.

La casse sociale en cours ne s'arrête pas aux portes des usines. Les services publics, ses missions, ses agents, sont confrontés eux-aussi à une attaque massive, la plus violente depuis la mise en place de la RGPP.

Le projet de budget déposé par le gouvernement Barnier a dévoilé l'ampleur de l'attaque que le capital entend mener contre nos communs, contre nos écoles, nos hôpitaux, nos collectivités territoriales. La Cour des comptes indique désormais le nord de l'ultra-libéralisme à la française. Ce sont 100 000 postes de fonctionnaires territoriaux en moins qu'il faudrait sacrifier !

Jusqu'où sont-ils prêts à aller? Ne laissons pas faire! C'est une question de volonté politique.

Oui il est possible de garantir à chacun et chacune un travail, une formation et un salaire permettant de vivre dignement.

Oui il est possible de financer la transition écologique et les immenses besoins de notre pays.

En taxant le capital plutôt que le travail, en mobilisant les immenses richesses contenues dans les banques, nous pourrions réparer les immenses dégâts provoqués ces dernières années.

Nos propositions sont contenues dans les différents tracts mis à disposition, comme sur notre site internet.

Une campagne d'affiches invitera aussi nos concitoyens à les découvrir.

Alors, allons-y, de manière offensive, combative.

J'invite les adhérentes et adhérents et toutes nos organisations, de la cellule à la section, à se mettre en ordre de bataille pour accompagner, soutenir et renforcer les luttes locales.

En fonction de vos réalités, je vous invite à rencontrer les syndicalistes, les travailleuses et les travailleurs, les associations d'usagers. À la porte des entreprises, des services publics, engagez des discussions, écoutez pour mieux construire, avec eux, les outils, les mots-d'ordre, les ambitions et les solutions.

Redonnons-nous pour ambition d'aller reconquérir le cœur des ouvriers et des ouvrières, des ingénieurs, des employés et des cadres et redevenons le parti du travail émancipateur, celui de la production nationale et de services publics protecteurs et efficaces.

Fabien Roussel,
Secrétaire national du PCF

POUR NOS EMPLOIS, NOS VIES, NOS BESOINS, UNE NOUVELLE INDUSTRIALISATION, MAINTENANT ! **5**

Une urgence: mettre un coup d'arrêt
à la désindustrialisation. 5

Une nouvelle industrialisation pour construire l'avenir
avec de bons salaires. 6

Une nouvelle industrialisation, c'est possible? 7

L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS UNE FATALITÉ, BATTONS-NOUS POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS **8**

Le service public en déclin 8

La fonction publique territoriale dans le viseur? 9

De nouveaux services publics 10

LA CAMPAGNE EN PRATIQUE **11**

Le déploiement de la campagne 12

Exemples de batailles locales 13

Quels matériels? 14

Quelles initiatives? 14

Le calendrier 15

Les batailles pour le service public 16

Les batailles pour une nouvelle industrialisation 18

POUR NOS EMPLOIS, NOS VIES, NOS BESOINS, UNE NOUVELLE INDUSTRIALISATION, MAINTENANT!

Une urgence:
mettre un coup
d'arrêt à la
désindustrialisation.

En 20 ans, le pays a perdu la moitié de ses usines.

La France, ancienne nation industrielle, traîne désormais aux toutes dernières places d'Europe en part de l'industrie manufacturière dans le PIB. Celle-ci avoisine les 10% (divisée par deux en 20 ans) contre 16% en moyenne en Europe.

C'est le fruit de 40 ans de politiques ultralibérales et de prédation financière. La dictature des marchés financiers exerce une pression sur le coût du travail et le rendement des investissements incompatibles avec les besoins d'innovation et le temps long de l'industrie. À force de théoriser une opposition entre de prétendus « pays de tête d'œuvre » et de supposés « pays de mains d'œuvre », c'est l'ensemble industriel qui a reculé sur tous les plans: moins de formation, moins de recherche, moins d'emplois, moins de poids dans l'économie tout entière (balance commerciale déficitaire), dans le financement de nos services publics et dans la protection sociale (fiscalité et cotisations sociales).

La désindustrialisation continue et, parallèlement, la France est devenue championne de la distribution de dividendes au détriment de l'emploi. Pour faire des profits à court terme, les groupes et leurs actionnaires ont multiplié les délocalisations et fermetures de sites industriels:

- 62% des emplois des grandes entreprises françaises se trouvent à l'étranger contre seulement 38% pour les allemandes et 28% pour les italiennes.
- le Made in France ne représente plus que 36% de la consommation nationale.
- 92% des équipements électroniques ou informatiques achetés en France sont construits à l'étranger comme 87% des vêtements, 78% des médicaments ou 9 des 10 voitures les plus populaires en 2023.
- la recherche en entreprise en France atteint péniblement les 25 milliards d'euros contre le double en Allemagne.

La désindustrialisation est une perte sèche pour l'emploi, les savoir-faire et les salaires, pour la société tout entière. La fuite en avant de nos usines et de leur ingénierie nous rend de plus en plus dépendants des importations. Les pénuries se multiplient. Le déficit commercial se creuse. C'est une impasse économique et sociale.

Une nouvelle industrialisation pour construire l'avenir avec de bons salaires

En premier lieu, nous défendons l'industrie parce qu'elle est indispensable pour répondre à nos besoins courants et répondre aux impératifs sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux. De plus, l'industrie est le seul secteur de l'économie qui crée 3 à 4 emplois dans le reste de l'économie. Et pourtant, malgré le fait que la moyenne des salaires est de 20% supérieure dans l'industrie que dans les services, nous faisons face à une pénurie de main d'œuvre. Selon l'Observatoire de la Métallurgie, les formations professionnelles ne couvrent que 50% des besoins en recrutement jusqu'à 2030, et le nombre d'emplois vacants dans l'industrie a doublé en trois ans, passant de 30 000 à 60 000. L'industrie c'est bon pour l'emploi.

Nous parlons d'une nouvelle industrialisation, parce que le retour à l'état antérieur est une illusion, et que nous ne prétendons pas qu'il est possible de relocaliser toutes les productions au plus près de la consommation. Nous voulons une nouvelle industrialisation en phase avec la transformation écologique, utile à la revitalisation de nos territoires, à notre souveraineté sur des activités stratégiques, quand la crise pandémique a cruellement révélé certaines dépendances vitales ou quand réapparaissent des pénuries en pharmacie. Il s'agit aussi d'avoir la capacité de nouer des coopérations internationales d'égal à égal, mutuellement avantageuses, pour les productions sur lesquelles l'interdépendance est irréversible.

Tout au long de la campagne nous voulons faire grandir la perspective d'une nouvelle industrialisation au cœur de la visée communiste, vecteur de transformation sociale.

Une nouvelle industrialisation c'est possible?

Assurément! En combinant une planification et de nouveaux pouvoirs pour les salariés pour agir avec efficacité sur toute la chaîne :

- La formation (initiale et tout au long de la vie) pour faire le pari du développement des capacités humaines et répondre aux besoins à venir.
- L'investissement massif dans nos infrastructures (pour produire l'énergie à bas coût dont l'industrie a besoin et pour gérer la chaîne logistique la plus économe en émission en favorisant le mix entre transport ferré et transport maritime et fluvial).
- Le financement avec un crédit bancaire bon marché conditionné aux créations d'emplois, à la relance urgente d'investissements dans la recherche, l'innovation, le développement de l'appareil productif, la transformation écologique. La question du pôle public bancaire et de la maîtrise sociale de ses financements est centrale.
- La démocratie dans l'entreprise et sur l'entreprise avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés (droit de veto et de proposition sur les choix stratégiques) comme pour les citoyens (contrôle sur les aides publiques et planification démocratique).
- La mise en place d'une nouvelle stratégie nationale de reconstruction des filières industrielles stratégiques (métallurgie, sidérurgie, chimie...) intégrant les sous-traitants, empêchant les délocalisations et les licenciements boursiers.

L'austérité n'est pas une fatalité, battons-nous pour de nouveaux services publics.

L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS UNE FATALITÉ, BATTONS-NOUS POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS

Le service public en déclin

Le service public recouvre toutes les missions assurées par l'État et les collectivités locales (école, santé, protection des personnes...), incluant leur versant administratif, mais aussi les grands services de réseau (énergie, ferroviaire, télécommunications, services postaux...). Le développement des services publics est indissociable du progrès civilisationnel et les besoins ne cessent de croître. Les métiers de la fonction publique font partie aussi des plus féminisés et les femmes en sont les principales usagères.

Mais la période récente est marquée par des attaques brutales à rebours des besoins: démantèlement, privatisations, externalisation, recrutements d'agents sur des contrats précaires au détriment des statuts, dégradation des conditions de travail et déclasserement des salaires.

Quelques faits marquants

- La part de fonctionnaires au statut dans l'emploi total est en baisse depuis 2006 : elle est passée de 16,3% en 2006 à 14,6% en 2021.
- Le coût total des externalisations de services publics au sein de l'État et des collectivités locales est estimé par le collectif « Nos Services Publics » à 160 milliards d'euros, soit l'équivalent d'un quart du budget de l'État.
- Le secteur associatif est devenu un acteur essentiel de la relation avec les usagers et usagères du service public du fait des dégradations incessantes: prise en charge et hébergement de demandeurs d'asile, des femmes victimes de violences, aide à domicile, insertion par l'activité économique...

Le gouvernement justifie la baisse de la dépense publique en prétendant devoir redresser les comptes publics. Or la cure d'austérité, en limitant les capacités de développement du pays, le conduit à un affaiblissement économique et aggravera la crise des finances publiques. Outre la baisse des moyens accordés aux ministères et aux collectivités locales, il annonce le non-renouvellement d'une part des fonctionnaires partant à la retraite et la fusion d'agences de l'État.

La fonction publique territoriale dans le viseur?

Le récent rapport de la Cour des comptes sur la fonction publique territoriale est à combattre vigoureusement car il préconise la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires territoriaux. Il pointe notamment les doublons liés au « millefeuille administratif » et la non application de la loi sur le temps de travail (loi dite « des 1607 heures »).

Or l'effectif de la fonction publique territoriale est à mettre en regard de la décentralisation imposée à marche forcée. Elle compte 75% d'ouvriers et employés sur des métiers dits essentiels : la petite enfance et le grand âge, l'accueil et le nettoyage des établissements scolaires, l'entretien des bâtiments publics, des locaux et des espaces verts..

La dépense publique en pourcentage de PIB ne cesse de chuter depuis 2013 : tous les gains de croissance sont aspirés par le soutien aux entreprises et à la finance. Elle est minée par la présence de plus en plus importante d'acteurs privés assurant les missions de service public : plus chers, leur présence démultipliée occasionne des coûts supplémentaires, des pertes de mutualisation et de compétences.

Affaiblir les services publics, c'est engager le pays dans la récession et vers une augmentation des inégalités car ce sont les services publics qui sont les véritables leviers d'égalité, de croissance et de recettes nouvelles : éducation, santé, recherche, transports collectifs, transformation écologique... Ce sont eux qui créent les richesses de demain, la justice sociale et les nécessaires solidarités.

Le Parti communiste place le développement des services publics au cœur de son projet.

De nouveaux services publics

L'environnement - l'eau, l'air, la terre, le climat, la biodiversité et les écosystèmes -, l'énergie ainsi que la santé, l'alimentation, l'éducation, la formation, le logement, les transports, les arts et la culture, ou encore le sport doivent sortir du marché capitaliste. Pour y parvenir, héritages de décennies de luttes et d'appropriation sociale collective, les services publics représentent un puissant levier pour une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique. Un mouvement de démocratisation et d'investissement des services publics doit être engagé afin d'en transformer la gestion et d'en améliorer la qualité. Agents et agentes, usagers, élus doivent être associés pour déterminer les besoins et construire les réponses appropriées.

Le service public construit des biens communs : cela suppose qu'il soit bâti sur des principes de coopération, de mutualisation et de solidarité incompatibles avec les logiques de marché et de concurrence, qui segmentent, séparent, opposent. Le service public permet le développement des capacités humaines, il est levier de progrès.

Les immenses besoins de service public nécessitent une révolution de leur financement qui passe par la constitution d'un pôle public bancaire permettant de mobiliser tout de suite des crédits à taux 0 de la Banque centrale européenne, destinés prioritairement à la création d'emplois, à la revalorisation salariale, à l'égalité professionnelle femmes/hommes et à la formation dans les services publics.

Le service public a un rôle décisif à jouer dans la planification démocratique des besoins de la société. Outre le renforcement du statut de fonctionnaire-citoyen, nous proposons la création d'instances nouvelles d'intervention associant les usager-es-citoyen-ne-s, dotées de pouvoirs et de moyens, à toutes les échelles de décision. Les comités locaux d'usager-es que nous proposons d'initier dans le cadre de la campagne nationale pourraient préfigurer ces instances démocratiques nouvelles.

LA CAMPAGNE EN PRATIQUE

L'objectif de cette campagne est d'allier à la fois des objectifs politiques et des objectifs d'organisation (adhésions, féminisation, structurations, nouveaux gestes, etc.). Pour ce faire, nous allons devoir animer cette campagne sur le temps long et demander un véritable engagement de la part des fédérations, des sections et des cellules.

Dans un premier temps, les fédérations et sections sont invitées à utiliser les tracts nationaux et à les diffuser. Dans un second temps, dans le cadre des assemblées générales de la conférence nationale, chaque section est invitée à décliner cette campagne en fonction d'enjeux et de batailles politiques locales. Chaque section (et cellule lorsque celles-ci existent) doit identifier au moins un lieu sur lequel décliner cette campagne. Ce lieu peut être une entreprise, un service public ou bien un territoire donné sur lequel les habitants pourraient s'organiser pour le développement d'un ou plusieurs services publics. Une fois ces lieux identifiés, chaque section ou cellule sera chargée de construire une bataille locale (voir ci-après *Le déploiement de la campagne dans les fédérations*).

Ensuite, la direction nationale recensera l'ensemble de ces batailles locales pour l'emploi, les rassemblera par secteur (santé, éducation, sécurité, transport, automobile, agroalimentaire...) et construira des journées d'action nationales durant lesquelles le parti interpellera directement les pouvoirs publics. Ces journées donneront à voir les dizaines de projets qui existent pour changer la France et seront l'occasion de valoriser nos contre-propositions à celles du gouvernement pour créer des emplois répondant aux besoins de la société.

En plus des objectifs politiques, ces batailles locales doivent permettre de structurer l'activité des communistes. Chaque lieu identifié sera une cellule en devenir, et doit permettre au parti de se rapprocher des organisations syndicales et associations d'usager-es. Sur chacune de ces batailles locales, nous invitons les sections du parti à identifier un référent local.

Le déploiement de la campagne

Identifier *a minima* un lieu par section

Chaque section est invitée à identifier au moins un lieu pour décliner cette campagne sur lequel elle se rendra *a minima* une fois par mois.

Le ou les lieux identifié(s) par les sections doivent se faire en fonction d'objectifs d'implantation et d'enjeux politiques locaux susceptibles de mobiliser largement les travailleurs et la population. Chaque section doit s'interroger sur les lieux sur lesquels elle souhaite développer et potentiellement structurer une activité sur le temps long.

Le trop est l'ennemi du bien. La liste des thématiques sur lesquelles le parti peut décliner cette campagne est pléthorique. Cependant, chaque lieu identifié par les sections nécessite de construire une véritable bataille (contacter les acteurs locaux, régularité de l'activité militante, interpeller les pouvoirs publics et la presse, lancer une pétition...) et donc nécessite un certain investissement militant de la part des sections. Il est préférable de concentrer l'activité sur un seul lieu mais d'y construire une véritable bataille que d'en identifier une dizaine sans être capable de répondre aux ambitions fixées par la campagne.

Comment construire ce combat ?

L'objectif n'est pas uniquement de défendre l'existant mais de mettre en avant des contre-propositions permettant de développer l'outil industriel ou de nouveaux services publics. Ces contre-propositions doivent être élaborées avec les acteurs locaux (syndicats, élus, et associations) et les commissions nationales du parti. En fonction des lieux identifiés, les sections seront mises en lien avec les commissions et dirigeant-e-s nationaux-ales référents sur la thématique abordée.

Par ailleurs, cette campagne peut être l'occasion de mettre en avant une figure du parti. Il est demandé à chaque section d'identifier une référente ou un référent par lieu.

EXEMPLE DE BATAILLES LOCALES

- Transformation d'une centrale thermique en utilisant la biomasse. C'est une des batailles emblématiques des syndicats dans les centrales thermiques vouées à fermer leurs portes dans les années à venir. Les contre-propositions portées par la CGT permettent de conserver l'unité de production, de conserver les emplois et répondre à l'impératif environnemental
- Réouverture d'une ligne ferroviaire.
Les batailles pour la préservation d'un haut niveau de qualité de service public du chemin de fer sont omniprésentes sur le territoire, ce sont des batailles permettant de redynamiser des territoires tout en répondant à l'impératif environnemental.
- Nouvel investissement dans la filière automobile.
La filière industrielle automobile rencontre de nombreuses difficultés. L'interdiction des délocalisations, la conditionnalité des aides publiques, la possibilité pour les salariés de réaliser des contre-propositions d'investissement sont des revendications permettant de construire des batailles locales. La rencontre avec les syndicats peut être éclairante sur les propositions faites par les salariés en termes d'investissement dans l'outil productif.
- Création d'une police de proximité et réouverture d'un commissariat ou d'une gendarmerie.
Le nombre de fonctionnaires de police et de gendarmes a considérablement diminué ces dernières années, le nombre d'agents sur le terrain fond comme neige au soleil, nos concitoyens aspirent à vivre en sécurité. La défense de services publics de proximité notamment sur la sécurité peut être une des batailles menées localement par les communistes.
- Lutte pour la préservation ou ouverture d'une école/ classe avec la création d'un collectif de parents d'élèves, d'enseignants, d'habitants, de syndicalistes.

Quels matériels ?

Les tracts nationaux

Deux tracts nationaux ont été mis à disposition des fédérations. Le premier porte sur la défense d'une nouvelle industrialisation et le second sur la création de nouveaux services publics. Dans un premier temps, ces tracts peuvent servir de base à l'activité militante, le temps d'élaborer les propositions du parti sur la bataille locale.

Le matériel local

Dans un second temps, pour le début de l'année 2025, les sections seront invitées à élaborer leur propre matériel de campagne. Pour les accompagner, la direction nationale mettra à disposition un tract modifiable avec un recto vierge permettant aux sections de rédiger le contenu de leur bataille locale et le verso sera identique à l'ensemble des sections mentionnant les revendications nationales du parti. Parallèlement à ces tracts locaux, une pétition visant à récupérer les coordonnées des personnes susceptibles d'être intéressées par les batailles du parti et qui auront pour objectif d'interpeller directement les pouvoirs publics pourra être lancée, la direction nationale mettra à disposition un fond de pétition aux sections.

Quelles initiatives ?

Un comité d'usagers pour la défense d'un service public

Si les sections font le choix de construire leur bataille autour du développement de nouveaux services publics, il peut être pertinent de créer en parallèle un comité d'usagers comme c'est régulièrement fait dans les batailles autour de la réouverture de gare et lignes ferroviaires. Ces collectifs d'usagers ont pour objectifs de rassembler largement les usagers et les agents d'un même service public et de créer un comité d'action sur une bataille précise.

L'organisation de débats et de conférences

Aux côtés de l'activité militante, nous invitons les sections à organiser des conférences et débats publics sur le sujet identifié afin de structurer le débat public local autour de la bataille engagée par le parti. Des responsables nationaux peuvent se rendre disponibles pour participer à ces initiatives.

– Des journées nationales pour l'emploi et la formation dans l'industrie et les services publics

Enfin, le parti organisera au printemps des journées nationales visant à interpeller les débats publics et mettre en cohérence et en récit l'ensemble des batailles locales des sections.

LE CALENDRIER DE CAMPAGNE

Octobre 2024

Envoi des deux premiers tracts nationaux

14 décembre 2024

Point d'étape lors de la conférence nationale

Premier trimestre 2025

- Recensement des lieux identifiés par les sections et des référents locaux de campagnes
- Rencontre avec les syndicats locaux et construction des campagnes locales (tracts, rétroplanning..)
- Lancement officiel des campagnes dans chacune des sections (avec tracts, pétition...)

Février/mars 2025

Organisation de débats et de conférences locales sur les batailles menées par le parti

Printemps 2025

Journées nationales sur les revendications nationales et sur l'ensemble des projets pour développer une nouvelle industrie et de nouveaux services publics en France avec une conférence de presse, et l'interpellation des ministres et différents pouvoirs publics concernés.

La campagne se décline localement autour de batailles concrètes pour de nouveaux services publics ou une nouvelle industrie. Voici 8 exemples de batailles locales menées par les communistes, quatre dans les services publics, quatre dans l'industrie.

LES BATAILLES POUR LE SERVICE PUBLIC

PARIS : LA DÉFENSE DE L'HÔPITAL PUBLIC

Face à l'annonce de la fermeture de sites appartenant à l'APHP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris), la fédération de Paris a souhaité impulser une campagne pour la défense de l'hôpital public.

Notre système de santé est en danger, l'hôpital public croule sous un manque de moyens qui affecte directement la cohésion des équipes, la qualité des soins, et la dignité des agent.es et des usager.es. Cette crise historique résulte directement de la libéralisation de la santé et s'est vue accentuée par la crise du Covid-19. Néanmoins, l'hôpital public survit grâce aux salariés, qu'elles ou ils soit soignants, techniques, ou administratifs. Nous voulons élever leurs voix et mobiliser l'ensemble des travailleurs à leurs côtés pour retrouver un système de santé digne et solidaire. Cette campagne se structure autour de l'animation d'une pétition.

Les revendications

- L'embauche de 100 000 agents supplémentaires dans l'hôpital public;
- Le pré-recrutement rémunéré de personnels

médicaux, paramédicaux, techniques et administratifs;

- L'augmentation de 10% du point d'indice;
- La titularisation de tous les contractuels;
- Le remplacement du modèle de la tarification à l'activité (T2A) par un financement pérenne en fonction des besoins pour mettre fin à l'industrialisation de l'hôpital;
- Le maintien et le développement de tous les hôpitaux franciliens (notamment l'Hôtel-Dieu, Fernand-Widal, Beaujon et Bichat).

Les moyens

- Instauration d'une cotisation de 5% sur les revenus financiers des entreprises (équivalent à 27 Mds € pour 2023);
- Audit de la dette d'investissement des hôpitaux, son rachat et son refinancement intégral par la Caisse des dépôts et consignations (CDC);
- Constitution d'un pôle public bancaire pour financer les nouvelles embauches, la formation et les investissements du service public hospitalier, sous forme de prêts bonifiés à taux zéro, refinancés par la Banque centrale européenne;
- À terme la fin des exonérations de cotisations sociales pour pérenniser un système de santé du XXI^e siècle porté par l'emploi et les salaires.

SEINE-SAINT-DENIS : UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉCOLE EN SEINE-SAINT-DENIS

En Seine-Saint-Denis, l'annonce de 208 fermetures de classes en élémentaire en 2024 a été reçue comme un coup de massue. La situation est déjà intenable, il manque près de 5 000 postes d'enseignants, 2 000 AESH, 650 postes d'assistants d'éducation (AED), 175 postes de CPE, 320 assistants pédagogiques, les élèves perdent au cours de leur scolarité l'équivalent d'un an d'école faute de remplacement de professeurs absents. Du manque de moyens à Parcoursup, de la maternelle à l'université, c'est une politique cohérente d'un système éducatif inégalitaire qui se met en place. Une grande majorité des élèves sont exclus des parcours scolaires les plus ambitieux et sont parfois privés des savoirs les

plus élémentaires. De nombreux rapports (OCDE, CESE...) montrent que la France est le pays où le facteur social joue le plus dans la réussite ou l'échec scolaire.

Ne les laissons pas faire, pour les enfants, pour les jeunes, pour l'avenir du pays, exigeons d'autres choix politiques, une orientation de l'argent de nos impôts vers l'éducation pour une école de l'égalité. Contre les fermetures de classes et les suppressions de postes. Le PCF de Seine-Saint-Denis réclame un plan d'urgence pour l'école dans le département et la tenue d'un grand débat national (états généraux...) de l'éducation avec l'ensemble de la communauté éducative.

PUY-DE-DÔME : LA REVITALISATION DES LIGNES DE CHEMINS DE FER

Droit à la mobilité, transport de personnes, acheminement des marchandises, lutte contre le réchauffement climatique: les chemins de fer sont essentiels pour répondre aux besoins de la société. Pourtant, ces dernières années, le service public du rail a subi des attaques sans précédent dégradant considérablement cet outil. L'ouverture à la concurrence, le démembrement de la SNCF et les récentes annonces autour de la liquidation de FRET SNCF poussent de nombreux communistes à se mobiliser pour revitaliser les lignes de chemins de fer.

En Auvergne, de nombreuses batailles sont menées pour la défense d'un service public du chemin de fer. Celles-ci s'articulent autour de deux thématiques: le maintien des trafics FRET et la réouverture de lignes voyageurs.

Le démantèlement de FRET SNCF va avoir des effets néfastes pour les entreprises de la région et pour la planète. Les communistes locaux s'engagent en faveur du développement de FRET pour permettre le transport de marchandise notamment lié à l'installation prochainement d'une mine de lithium dans l'Allier. Les élus communistes sont aux côtés des syndicalistes pour préserver cet outil indispensable à la réindustrialisation.

Parallèlement la sauvegarde et la réouverture des lignes mobilisent cheminots, usagers et élus locaux qui se retrouvent dans des

collectifs (comités pluralistes) très actifs avec des communistes impliqués à tous les niveaux. L'Auvergne est aujourd'hui sous dotée en offre de transport public ferroviaire. Le PCF lance une campagne pour la réouverture de la ligne Clermont-Ferrand / Ussel pour briser l'enclavement de toute la partie ouest du Massif Central et de la ligne Clermont-Ferrand / Saint-Etienne. La bataille pour la réouverture de ligne ferroviaire s'accompagne d'une bataille contre la libéralisation du TER engagée par la majorité régionale risquant tout bonnement de mettre à mal les missions d'intérêt général de la SNCF.

ECHIROLLES (ISÈRE): LA BATAILLE DES ÉLU-E-S POUR LA CONSTRUCTION D'UN COMMISSARIAT

Les violences liées au trafic de drogue explosent dans notre pays. En 2024, un rapport d'une commission d'enquête sénatoriale a constaté que notre « pays est submergé par l'explosion à la foi de l'offre et de la demande de ces produits, par la multiplication des points de ventes que l'on retrouve désormais dans les villes moyennes ou en milieu rural et par un système de blanchiment tentaculaire ». Cette triste réalité, la ville d'Echirolles en fait régulièrement les frais. Echirolles est traversé par des guerres de gangs. Rien que pour l'été 2024, 10 personnes ont été blessées par balle et une est décédée des suites de ses blessures. Cette explosion de la violence ne doit pas faire oublier le quotidien des familles et personnes qui vivent et travaillent à proximité de ces points de vente. Insécurité, dégradation ou intimidation sont le quotidien de trop nombreuses personnes qui subissent les nuisances de ce trafic. Malgré les effets d'annonce, force est de constater que la politique de lutte contre les trafics est un échec. Les collectivités ne peuvent plus pallier les manquements de l'État en matière de sécurité publique.

Les élus de la ville, soutenus par la fédération du Parti communiste, demandent l'installation d'un commissariat de police de plein exercice à Echirolles pour le sud de la métropole grenobloise.

LES BATAILLES POUR UNE NOUVELLE INDUSTRIALISATION

DUNKERQUE (NORD) : ARCELORMITTAL DUNKERQUE, POUR QUE L'ÉTAT SE FASSE RESPECTER

L'acier est partout. Voitures, trains, produits du quotidien, bâtiments, etc. Sans acier, toutes nos filières industrielles sont compromises. ArcelorMittal concentre la majeure partie de la production sidérurgique française, notamment avec ses deux sites de Fos-sur-Mer et de Dunkerque. Sur ce dernier, il devait s'engager dans un processus de décarbonation à hauteur de 1,5 milliard d'euros, avec l'ouverture de fours électriques notamment.

Après avoir reçu des dizaines de millions d'euros d'argent public pour « faire des études », après avoir obtenu des engagements de la part de l'État sur le financement de la décarbonation, le groupe fait le choix de laisser mourir l'outil industriel. Le tout en ouvrant la voie à des délocalisations d'activités sur le continent américain. Cette stratégie du groupe n'est pas nouvelle, elle met en péril des dizaines de milliers d'emplois.

Il est temps que l'État se fasse respecter. Une filière aussi stratégique pour la nation que la sidérurgie ne peut pas être soumise au bon vouloir des intérêts financiers. L'État doit tout mettre en œuvre pour préserver et développer le secteur sidérurgique et les sites détenus par ArcelorMittal. Les communistes mènent cette bataille dans l'intérêt de notre territoire, de nos capacités industrielles et de notre souveraineté.

LISIEUX (CALVADOS) : NATIONALISATION ET NOUVEAUX DROITS DES SALARIÉS POUR SANOFI

Sanofi a fait le choix de céder 50% d'Opella (filiale abritant une centaine de marques de produits vendus sans ordonnance, dont le Doliprane,) à un fonds d'investissement américain. Cette cession vient directement remettre en cause notre souveraineté sanitaire en mettant en danger la production du Doliprane en France et par là même, la sauvegarde des emplois des sites de Lisieux et de Compiègne. La production du Doliprane est un secteur stratégique de la santé publique et ne doit pas être cédée aux mains voraces d'un fonds d'investissement ne répondant qu'à un seul objectif : accroître la rentabilité du capital et les marges des actionnaires.

Considérant que les pénuries de médicament n'ont jamais été aussi fortes et touchent l'ensemble des pays de l'Union européenne, le PCF affirme avec force que la production de médicaments est bien trop importante pour être laissée au monde de la finance. Pour nous le constat est limpide et nous n'avons de cesse de le répéter depuis la pandémie de Covid-19 : nous ne pouvons plus laisser notre santé dans les mains des grandes entreprises pharmaceutiques privées. Nous ne pouvons pas laisser les Big Pharma décider de l'avenir de nos emplois et de notre souveraineté industrielle et sanitaire !

Les revendications

- Conditionner les aides publiques dont Sanofi a été bénéficiaire au développement de l'emploi et de la recherche.
- Créer un pôle public du médicament, rendu possible grâce à la nationalisation de Sanofi permettant une appropriation collective par les salarié·e·s, l'État et les usagers. ères de la production et de la distribution des médicaments en fonction des besoins sanitaires de notre pays.

PAS-DE-CALAIS : THYSSENKRUPP, UN LAMINOIR POUR L'AVENIR

Le site de ThyssenKrupp Isbergues (Pas-de-Calais) produit de la tôle à grains orientés. Un acier spécifique qui est au cœur d'un marché d'avenir, tant il est essentiel pour l'électrification de nos industries et dans la confection de transformateurs électriques. Ce site, où travaillent près de 600 salarié.e.s, est unique en France. De fait, il revêt une dimension stratégique importante.

Et pourtant! L'usine souffre de sous-investissements. Le laminoir à froid arrive en bout de course après des décennies de bons et loyaux services. Les besoins de maintenance n'en finissent pas et l'outil ne peut plus tourner à plein régime. Il faut investir, et vite, dans un nouveau laminoir, véritable poumon de l'activité du site.

C'est tout le combat que mènent les communistes avec les syndicats; obtenir rapidement un investissement de 90 millions d'euros de la part du groupe allemand, ce qui permettrait de donner un second souffle à l'usine, pour des années!

LA SUZE (SARTHE): L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE EN FRANCE À TRAVERS LA BATAILLE POUR LA SAUVEGARDE DE L'EMPLOI CHEZ VALÉO

La filière automobile est à l'aune d'une des plus grandes catastrophes industrielles de ces dernières années. Elle suit les dynamiques ayant entraîné la quasi disparition de la filière textile dans les années 1980. Récemment, Valéo, équipementier automobile, a annoncé la suppression d'emplois partout en Europe. En France, l'entreprise a annoncé les fermetures des sites de La Suze, Saint-Quentin Fallavier et de La Verrière. La fédération PCF de la Sarthe a initié une campagne contre la suppression des emplois. L'annonce de la fermeture de Valéo à La Suze est un choc pour les 306 salariés sarthois qui, par leur travail, ont contribué à l'essor de cette entreprise. Les conséquences pour les communes vont être dramatiques.

À l'heure où les fractures sociales favorisent la montée de l'extrême droite et de ses idées nauséabondes, les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la désindustrialisation de la France, dans les aides accordées aux entreprises sans aucune contrepartie, 200 milliards d'euros par an! Après Valéo, à qui le tour? C'est toute la filière automobile qui est menacée à cause des choix capitalistes des grands constructeurs tels que Renault et Stellantis. Une logique de recherche de profits à court terme qui s'appuie sur le dumping social dont les délocalisations sont la conséquence.

Face à ce désastre industriel, social et environnemental, le PCF a décidé de passer à l'offensive.

Les revendications

- Conditionnement des aides publiques (dont celles dont a bénéficié Valeo) à la création effective d'emploi .
- Contraindre les donneurs d'ordre (Renault et Stellantis) à se fournir auprès des équipementiers automobiles situés en France.
- De nouveaux droits pour les salariés dans les entreprises.

Équipe de rédaction

Léon Deffontaines,
Véronique Mahé,
Aymeric Seasseau,
Fabien Gache,
Frédéric Mellier,
Frédéric Boccara,
Sigrid Gérardin,
Muriel Ternant,
Evelyne Ternant

